

# normandie



caen • alençon •  
avranches • cherbourg



## Compte rendu FO de l'instance de proximité 09 juin 2026



**Présents pour la direction :** Florian Ringuédé, directeur régional par intérim; Maud de Bohan, déléguée à l'antenne et aux contenus; Fanny Ausina-Defosse, RRH; Virginie Depond, CRH; Mickaël Goavec, rédacteur en chef; Christophe Miguel, chef de centre.

**Présents RP:** François Ormain (FO); Stéphanie Desgranges-Lentz, Carole Lefrançois, Amandine Pinault (CGT).

### Point 1. Marche de l'établissement

---

#### Point budget : l'état continue de se resserrer

La déléguée à l'antenne et aux contenus fait un point de situation. Elle indique que le réseau subit un 4e arbitrage budgétaire en un an et demi. Un arbitrage à la baisse, moins dur que pour d'autres régions, affirme le directeur par intérim. Les arbitrages répétés ont une incidence sur le nombre d'ETP et sur le cash pour fabriquer les programmes et l'information.

La direction travaille à des arbitrages pour gagner des ETP et du cash pour que ce soit le plus neutre possible avec un regard particulier sur l'emploi CDD, qui sera plus morcelé. Il est annoncé la disparition d'une équipe du Havre cet été en charge des produits froids. Il y a aura du moins aussi pour les BRI, moins de jours de collaboration notamment, cela devrait altérer le fonctionnement. On essaie de gratter sur l'été avec une baisse drastique des programmes d'antenne qui contribuera à l'équilibre, dit la déléguée à l'antenne et aux contenus: moins de documentaires, fin des émissions de flux à partir de la rentrée, avec une diffusion de programmes interrégionaux. Le dispositif du festival de Deauville sera revu à la baisse.

Le budget 2025 de France Télévisions a été présenté avec un déficit de 50 M d'euros, associé à une baisse des recettes publicitaires, rappelle la déléguée à l'antenne et aux contenus. Des suppressions d'ETP sont chiffrés sur le périmètre normand mais ne sont pas communiquées.



Le directeur par intérim indique qu'il faut faire des efforts, surmontables, selon lui. La déléguée à l'antenne et aux contenus rebondit en indiquant qu'il s'agit de faire des centaines de millions d'économie sur la base du rapport Alloncle.

Le rédacteur en chef précise que l'info est préservé le plus possible car les enjeux d'audience sont importants pour les rentrées publicitaires notamment. Le directeur confirme que les objectifs sont de préserver les équipes d'actualité, de continuer à faire des produits froids, des JT, des magazines de qualité, avec une montée en gamme et en volume du numérique.

FO indique qu'un plan d'économies en appelle un autre et que cette logique est sans fin au regard du déficit public du pays. L'audiovisuel public, secteur non régalié, est dans le viseur des politiques. Les restrictions budgétaires ont aussi pour objectif de répondre au projet des grandes réformes du rapport Alloncle: fusion des régions avec France Info, fusion de France 2 avec France 5, disparition de France 4 et, paradoxalement, de la plateforme Slash, réduction des émissions de divertissement, de jeux et de sport, développement de l'IA et réduction massive de l'emploi. On est parti pour des années de disette.

La direction précise qu'elle fera tout pour préserver l'activité.

Il faut que l'activité soit viable pour les salariés prévient FO. Le syndicat alerte sur le transfert de charge pour les salariés qui restent, suite à des départs non remplacés. Attention aux montages lourds, aux amplitudes horaires liées à Tempo et au forfait jours, largement exploitées pour boucler les missions... Les journées sont longues.

La direction indique que toute surcharge de travail doit être signalée et que toute forme de souffrance au travail est prise en compte. Le directeur par intérim indique que la conciliation vie professionnelle / vie privée doit être respectée et que, si besoin, des organisations du temps de travail spécifiques peuvent être mises en place.

## **Bex d'Alençon: les fortes chaleurs deviennent insupportables**

Depuis de nombreuses années, les locaux du bureau d'Alençon sont sujets à de fortes chaleurs par temps ensoleillé. Ils sont loués à la mairie d'Alençon (bailleur); laquelle a été sollicitée pour trouver une solution, indique le chef de centre. L'opérateur de ventilation/climatisation de FTV a aussi été sollicité. Il invoque un problème de toiture, à la charge du bailleur. Pour l'instant, la mairie n'apporte aucune réponse technique au problème. Une relance doit être faite pour faire d'éventuels travaux.

Le bâtiment dispose d'une grande surface vitrée, sans fenêtre, ce qui crée un phénomène d'étuve lorsque le soleil apparaît. Ainsi, il peut faire 19° à l'extérieur et plus de 30° à l'intérieur. Une climatisation d'appoint a bien été installée mais ne crée qu'une ventilation d'air chaud. Il faut donc ouvrir la porte principale pour faire un appel d'air. L'équipe s'expose ainsi à une intrusion malveillante et, potentiellement, une agression.

Un système de climatisation performant nécessiterait des travaux lourds et le percement d'un mur, dont seul le bailleur peut décider. Des travaux financés, soit par la mairie, soit par FTV en fonction de leur localisation et de leur nature.

La situation est préoccupante car elle touche à la santé (un salarié a fait un malaise) et à la sécurité de l'équipe.



Pour passer l'été, le directeur par intérim, suggère de trouver un local climatisé en mode Bex, avec envoi Aviwest. S'il n'existe aucune solution technique viable à terme, la direction pourrait demander à la mairie de fournir un autre local dont les conditions de vie seraient normales.

Face à une résolution incertaine du problème, FO a fait remonter ce dossier à la CSSCT du réseau, avec relai à la direction IMG du réseau et la DDSQVT.

## Travaux du tramway aux abords de l'antenne: trouver une solution de stationnement par soi-même

La direction annonce avoir rencontré la représentante des mobilités durables de Caen-la-Mer. Un point d'information avec Twisto et la représentante de Caen-la-Mer est prévu le 25 juin dans l'établissement. Un abonnement gratuit est proposé pendant un mois, le temps de réfléchir à sa problématique personnelle.

Des salariés sont inquiets sur la possibilité de stationner à proximité de l'antenne, avenue Sorel notamment, où était possible un abonnement de 20e / mois. L'inquiétude porte notamment sur la nécessité de payer 15/20e / jour pour stationner à partir de septembre.

Chacun doit trouver son mode de déplacement, indique la direction. Elle suggère d'utiliser les parkings-relais et de bénéficier d'une offre groupée: parkings-relais + tramway ou navette. Il existe aussi un système de transport à la demande via Internet. Sinon, utiliser son vélo et/ou sa trottinette. L'entreprise peut aussi financer une partie de la carte mobilité.

## Point 2. Info, antenne et numérique

### Présentation de la grille d'été

La grille d'été sera prête à la fin du mois. La déléguée à l'antenne et aux contenus annonce:

- 5 cases régionales pour le spectacle vivant: une de 180 minutes et quatre de 120 minutes où seront placées les captations de l'hiver et du printemps: un opéra de Rouen (la Traviata), 2 spectacles de musique captés à Caen (Musiques interdites et le Carnaval baroque). Un concert du Havre, les « Roadrunners ». Et des captations de musique live à Rouen et à Alençon diffusées en 3e partie de soirée.
- Des programmes courts: « Ça bacouette » consacré au parler normand. Monet au pied de la lettre: 17 modules pour accompagner « Normandie impressionniste ». Et « 60 ans de TV régionale » de Vincent Potel.
- JT: des modules « Ici en France » seront réalisés par les antennes régionales sur la thématique « des lignes d'ici » (lignes ferroviaires), « ma maison est Ici » (habitations insolites), « les bistrots de mon village » et « les plages secrètes ». Pour la Normandie, ont été retenues « les maisons dans un bunker » et « une plage secrète avec vue sur le Mont Saint-Michel ». Ils seront diffusés tous les jours pendant les vacances, soit dans les JT régionaux, et en fin de partie nationale pour les « Ici en France ».

A noter que les JT seront réduits de 2 minutes pour diffuser un programme court.



La grille de rentrée de septembre sera présentée en juillet et septembre.

## Beauregard 2026 : une simple couverture avec une éducation aux médias

Pas de traitement spécial pour le festival Beauregard. Il se fera sous forme d'actu en 14/24, avec des invités en duplex.

Un village des médias sera installé sur le site. Des journalistes de la rédaction parleront de leur métier. Une opération partagée avec « Ici radio » qui permet de se faire connaître auprès du jeune public. Les rencontres avec les visiteurs sont prévues de 16h30 à 20h30. Cette éducation aux médias est demandée par l'organisation du festival; elle répond aussi à la politique de l'entreprise.

## Dessin de presse et droit d'auteur : FO demande l'ouverture d'une négociation

Les dessins de presse sont traités comme les autres œuvres (photo, vidéo...), indique la direction. Les droits sont cédés dans le contrat de travail, une activité rémunérée au titre du salaire, précise-t-elle. Les droits secondaires sont gérés par la Scam.

Il est noté qu'à Orléans, une JRI fait des dessins à part entière. Cela étant, la direction normande indique qu'un JRI et un dessinateur distincts ne sont pas envisageables sur les tournages, sauf gros procès. Elle ajoute qu'une tablette avec stylet est un matériel assez cher. Il n'est pas admis de travailler avec son matériel personnel; une location de matériel peut être envisagée. La direction admet que cela apporte une plus value à l'antenne.

Comme le pilotage de drone, le dessin de presse est une compétence à valoriser. Les élus FO du CSE demandent à la direction de FTV l'ouverture d'une négociation à ce sujet.

## Site internet commun : toujours en cours de réflexion

La date de la bascule pour un site numérique commun entre France 3 et Radio France, prévue initialement le 15 septembre, a été abandonnée. Le pré-requis opérationnel n'est pas en place, dit la direction. Des ateliers doivent être organisés pour travailler sur la ligne éditoriale, la méthodologie, la gouvernance... Une information-consultation doit aussi avoir lieu en CSE central. La procédure pourrait être reportée après la présidentielle de 2027, car la bascule pourrait nuire aux audiences, selon la direction.

## Point 3. Emploi / Formation

### Bilan du Plan Développement des Compétences 2025

Le plan de développement des compétences (PDC) fait état des priorités et axes de développement du réseau régional en matière de formation. Il s'agit de:

- Poursuivre l'accompagnement des éditions régionales



- Développer les compétences numériques éditoriales et technologiques dans une optique de construction d'un média global de proximité
- Soutenir le déploiement de la modernisation des outils (logiciels et modes de fabrication)
- Renforcer les compétences managériales de façon volontariste et accompagner les évolutions des métiers.

Avec Open Média, 2024 a été une grosse année de formation. En 2025, on enregistre une baisse des temps de formation (2236 heures réalisées pour l'antenne de Caen pour un budget de 82 000 euros). Le réalisé, supérieur aux prévisions, est dû à la volonté des IRH de coller le plus possible au souhait de formation de chacun. Un supplément de formations sur l'année a pu être fait, en fonction des re-prévisions budgétaires globales. On constate que les femmes ont moins bénéficié de la formation: 24% en 2025 et 36% en 2024, contre 76% pour les hommes en 2025 et 64% en 2024. Des chiffres que la direction va analyser.

## Recrutement, départ, mutation, reconversion, détachement : plus de départs que d'arrivées

Vincent Lefort est parti en renfort à Poitiers jusque fin juin.

Recrutement des alternants: à Caen, une journaliste numérique a été sélectionnée sur 32 candidatures. Chloé Lantier, en master 2 à Marseille, arrivera début septembre pour un an. Sa tutrice sera Marie-Charlotte Nouvellon.

Virginie Depond devient « chargée des ressources humaines », une fonction nouvelle (entre IRH et RRH) validée par la filière RH, selon des compétences acquises.

Thomas Paillet est en détachement pour une mission d'administrateur réseau à Lyon entre le 31 août et 31 le décembre. La mission devrait déboucher sur une mobilité. Son poste sera remplacé par des intermittents. Le service devrait se tendre davantage.

Documentaliste, éclairagiste, OPS, journaliste ... Pas de nouveau sur ces postes, remplacés au fil de l'eau par des CDD. Le lissage de l'activité se fait plus facilement avec des CDD, prétend la direction.

Il n'est pas prévu de CDD d'été, la direction n'en a pas fait la demande.

Très investi dans la négociation des droits des CDD, FO dénonce une baisse de 9% du recours à l'emploi CDD depuis deux ans dans l'entreprise, une baisse qui continue d'impacter les jeunes.

## Point 4. CSSCT

### Bilan diversité des chances 2025 (axes et objectifs prioritaires): augmenter le nombre de femmes dans l'emploi

- Sur le handicap, poursuite des actions de sensibilisation, avec une opération « Duo Day » en novembre. 2 salariés ont accompagné 2 personnes en situation de handicap pour une découverte de leur métier.
- Une journée dédiée au diabète a été organisée avec l'association des diabétiques du Calvados.



- La mixité s'est renforcée grâce à des recrutements essentiellement féminins, avec 66% des embauches réalisées. + 3 points chez les journalistes, soit 41,5 % de femmes. C'est encore loin des attendus de FTV, selon la direction. Pour les PTA, c'est stable. La direction indique poursuivre sur la même lancée, c'est-à-dire, priorité aux femmes à compétences égales.
- Amélioration des connaissances des salariés dans le domaine LGBT + pour créer un environnement inclusif avec des actions dans le cadre du temps des fiertés.
- Développement de l'intergénérationnel par l'accueil de stagiaires, 56 au total, dont les alternants.
- Education aux médias avec l'accueil de deux groupes de jeunes par une immersion dans l'antenne.

Pour 2026, il est prévu une reconduction des actions, plus une action de prévention auditive.

## Directive européenne relative à la transparence salariale: supprimer les discriminations

Cette directive européenne doit être transposée dans la loi française. Elle a vocation à supprimer les discriminations salariales. Le projet de loi est annoncé pour cet été.

## Absentéisme: un taux en baisse à Caen

De janvier à fin avril 2026, le taux d'absentéisme est de 4,28%, soit une baisse de 0,67 points par rapport à la même période en 2025. Un taux largement en dessous du taux FTV (6,67%) et du réseau, selon la RRH. Les absences de courte durée représentent 47,2% des absences totales. 66,28% des salariés n'ont pas eu d'arrêt de travail en 2026.

## Comité des salaires

Les notes à l'adresse des salariés sont en cours d'envoi pour les PTA et terminées pour les journalistes. Une prime exceptionnelle peut être distribuée mais très à la marge, indique la direction. Les revalorisations seront versées sur la paie de juin. Un bilan sera fait en juillet.

## Réunion du service documentalistes: avoir une meilleure visibilité sur ses tâches

Le service documentation demande de pouvoir planifier ses tâches quotidiennes. Selon les documentalistes, il y a des erreurs ou des oublis de l'UOA concernant certaines tâches, nécessitant une révision du planning le vendredi. La réservation des CDD se fait très en amont, indique le rédacteur en chef, qui précise qu'il n'est pas prévu que les documentalistes s'autogèrent, tenant compte des contraintes, des demandes d'absences, de TT, etc... Le directeur par intérim suggère qu'un point soit fait le mercredi avec le responsable du l'UOA.

Depuis deux ans, les mails infodoc Outlook ne sont pas tous transférés dans News board, ce qui pose un problème dans la réalisation de l'agenda. Le rédacteur en chef évoque un problème de logiciel. Un nouveau script est en cours d'écriture par le prestataire éditeur pour régler ce problème, récurrent dans toutes les antennes, selon le directeur par intérim.

## Psychologue du travail référente

Après la démission de la psychologue du travail, la direction de la santé et de la qualité de vie au travail recherche, avec Qualisocial, une nouvelle référente. La direction rappelle que la plateforme numérique doit être privilégiée pour les rendez-vous.



## Divers

La veille locale pourrait être organisée en IP ou de façon distincte, en fonction des problématiques.

## Suivi judiciaire des affaires en cours

Suite à une plainte pour diffamation contre le rédacteur en chef et un présentateur, déposée par un candidat aux élections municipales de Caen, le procureur de la République a classé l'affaire sans suite. Suite à une plainte pour atteinte à la présomption d'innocence, déposée par le maire de Saint-Ellier-les-Bois dans l'Orne concernant un article web, la comparution à eu lieu à Paris le 22 mai avec un jugement prévu le 10 juillet.

## Prochaine réunion le 9 juillet 2026

Si vous avez des questions, des remarques, des revendications, merci de les adresser à **vos représentants de proximité FO, François Ormain et Marc Michel-Dherissart**

### Numéros utiles

**Assistantes sociales :** Sté Social Direct au 0805 035 433

**Site d'inscription :** <https://francetv.socialdirect.fr> - Code de connexion : FTV23

**Mail :** [support.beneficiaire@socialdirect.fr](mailto:support.beneficiaire@socialdirect.fr)

**Discrimination :** [www.allodiscrim.fr](http://www.allodiscrim.fr) - Code FTV: 1277

**Psychologue du travail :** Cabinet Qualisocial / Nathalie Hoyé

**Ligne pour les salariés non managers :** 0805 384 772

**Ligne pour les salariés managers, RH et RP :** 0805 388 006

**Médecine du travail au :** 02 31 72 75 09 / Dr. Camille Ganivet

**Primo écoutant :** votre organisation syndicale